



COMMUNE DE ZUDAUSQUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

République Française

Département du Pas-de-Calais

Arrondissement de Saint-Omer

Canton de Lumbres

Commune de Zudausques

Séance du 28 avril 2026

**Objet : Administration générale
Constitution de la commission de
contrôle des listes électorales**

Nombre de conseillers en exercice : 15

Nombre de votants : 14

Nombre de suffrages exprimés : 15

Vote(s) pour : 15

Vote(s) contre : 0

L'an deux mil vingt-six, le 28 avril à 18H00, le conseil municipal s'est réuni en la salle d'honneur sous la présidence de M. Didier BEE, maire de la commune, en suite de la convocation en date du 23 avril 2026 dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie (salle d'honneur) et publié sur le site de la commune.

Étaient présents : Didier Bée, Arminda Giovacchini, Bruno Helleboid, Anne-Gaëlle Gawlowicz, Jacques Bocquet, Colette Lemaire, Philippe Guillemant, Ludovic Ribreux, Audrey Deluen, Jean-Pierre Declerck, Lucie Wissocq, Maryne Mouquet, Didier Popieul, Christelle Leroy (14/15)

Était absent excusé :

Pouvoir : Yannick Deroo à Didier Popieul (1/15)

Secrétaire de séance : Arminda Giovacchini

Le rapporteur rappelle à l'assemblée que la commission de contrôle des listes électorales est chargée de s'assurer de la régularité des listes électorales au moins une fois par an et, en tout état de cause, avant chaque scrutin (entre le 24^{ème} et le 21^{ème} jour précédant le scrutin).

Elle exerce un **contrôle a posteriori** des inscriptions et des radiations validées par le maire, compétent pour y procéder ; dans ce cadre **elle peut** :

- Réformer les décisions du maire ;
- Procéder à l'inscription ou à la radiation d'un électeur omis ou indûment inscrit

La commune comptant désormais plus de 1.000 habitants Il expose aussi que selon les articles art. L. 19 V et VI du code électoral dans les communes de 1.000 habitants et plus, la commission de contrôle est composée de cinq conseillers municipaux, répartis comme suit :

- Trois conseillers municipaux appartenant à la liste ayant obtenu le plus grand nombre de sièges pris dans l'ordre du tableau parmi les membres prêts à participer aux travaux de la commission ;
- Deux autres conseillers municipaux pour la désignation desquels il faut distinguer deux situations :
 - si deux listes seulement ont obtenu des sièges au conseil municipal lors de son dernier renouvellement, les deux conseillers municipaux appartiennent à la deuxième liste ayant obtenu le plus grand nombre de sièges pris dans l'ordre du

tableau parmi les membres prêts à participer aux travaux de la commission de contrôle.

- si trois listes au moins ont obtenu des sièges au conseil municipal lors de son dernier renouvellement, les deux conseillers municipaux appartiennent respectivement à la deuxième et à la troisième liste ayant obtenu le plus grand nombre de sièges, pris dans l'ordre du tableau parmi les membres prêts à participer aux travaux de la commission de contrôle.

Dans le cas d'espèces seules deux listes ont participé au dernier renouvellement du conseil municipal. Aussi la liste majoritaire doit désigner trois conseillers municipaux et la liste minoritaires deux conseillers municipaux, tous pris dans l'ordre du tableau parmi les membres prêts à participer aux travaux de la commission de contrôle.

Le rapporteur précise encore que M le maire et les adjoints ne peuvent participer à cette commission.

Il est fait appel des candidatures

Le groupe majoritaire présente :

- Philippe Guillemant
- Audrey Deluen
- Jean-Pierre Declerck

Le groupe minoritaire présente :

- Didier Popieul
- Christelle Leroy

Après accord de l'assemblée délibérante il est procédé à la désignation à main levée.

A l'unanimité, sont élus membres de la commission de contrôle des listes électorales :

- Philippe Guillemant
- Audrey Deluen
- Jean-Pierre Declerck
- Didier Popieul
- Christelle Leroy

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le maire de Zudausques dans le délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE CEDEX) dans le délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente décision ou à compter de la réponse de la collectivité si un recours administratif a été préalablement déposé.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits. Pour extrait conforme

Cachet



Le maire,
Didier Bée.

La ou le secrétaire de séance